

« Mesdames et messieurs les journalistes,

Aujourd'hui, je vais prendre la parole pour vous donner la position de l'URSS et nos initiatives pour résoudre cette crise mondiale.

Le 22 octobre, le président des États-Unis, Kennedy a présenté les positions de son pays : un blocus de l'île de Cuba, un débarquement militaire sur la base américaine de Guantanamo de nouveaux militaires, qui est déjà en état d'alerte.

Monsieur Kennedy essaie tant bien que mal de justifier ses agissements agressifs par des considérations sur le fait qu'il existerait de la part de Cuba, une menace envers la sécurité nationale des États-Unis d'Amérique. Notre gouvernement, le gouvernement démocratique de l'Union des Républiques Soviétiques et Socialistes, a, à plusieurs reprises attiré l'attention des gouvernements de tous les pays et l'opinion des citoyens du monde, du danger sérieux d'une escalade contre la paix et l'indépendance de la République de Cuba.

Les milieux impérialistes des États-Unis d'Amérique s'efforcent de dicter à l'île de Cuba quelle politique elle doit suivre, quel ordre des choses elle doit installer sur son propre territoire et quel armement elle doit avoir pour sa défense ; Mais au final, qui a autorisé les États-Unis d'Amérique de décider du destin des Cubains ? Cuba appartient au peuple cubain et lui seul est le maître de son propre destin.

D'après la Charte des Nations Unies, tous ces pays, de toute taille, ont le droit d'organiser leur vie à leur guise, de prendre pour assurer leur sécurité des mesures qu'ils jugent nécessaire, de repousser les forces agressives qui attentent à leurs libertés et à leur indépendance.

En ce jour d'alarme, notre gouvernement démocratique considère de son devoir d'adresser une sérieuse mise en garde au gouvernement des États-Unis d'Amérique. Nous l'avertissons que si le gouvernement de ce pays met à exécution les mesures annoncées par le président Kennedy, il assumera une lourde responsabilité dans le destin du monde et qu'il se livrera à un jeu insensé.

GR

Seuls les fous peuvent miser sur cette politique offensive pour réussir à imposer aux autres États leurs volontés inconsiderées.

Le gouvernement soviétique confirme une fois de plus que tous les armements dont nous disposons servent ou serviront à la défense de nos amis et alliés.

Dans les conditions internationales actuelles, la présence aux mains de notre pays démocratique, l'Union des Républiques Soviétiques et Socialistes, d'un armement puissant, est, en accord avec l'ensemble des pays du monde, un moyen décisif et dissuasif face aux agressions impérialistes qui mèneront probablement à une troisième guerre mondiale.

Cette mission, notre pays continuera à la remplir en toute fermeté et constance.

Monsieur Kennedy a affirmé dans sa déclaration que, si une seule bombe nucléaire tombait sur le sol américain, il riposterait. Au regard de cette affirmation, teintée d'hypocrisie, notre nation soviétique peut déclarer qu'aucune bombe ne tombera sur le sol américain, ni sur un autre pays, tant que nos alliés ne seront pas eux-mêmes touchés.

Notre arme nucléaire se trouve dans les mains de notre peuple et jamais la bombe ne sera utilisée à des fins d'agression, sauf si les agresseurs déchainent la guerre. Bien évidemment, si mon pays est attaqué, une riposte se mettra en place.

Notre pays a toujours été fidèle à la discussion et aux principes de l'Organisation des Nations Unies.

En ce qui concerne notre aide à Cuba, cette aide se poursuit exclusivement dans le but de contribuer à la capacité défensive de l'île.

Notre aide a pour but de renforcer la défense des Cubains, qui depuis les premiers jours de son existence, est soumise à des provocations incessantes de la part des États-Unis d'Amérique. Notre gouvernement s'est prononcé en faveur du retrait de toutes les troupes étrangères des territoires d'autrui. Malgré cela, Monsieur Kennedy se vante en permanence de ce que ses avions américains, peuvent à tout moment attaquer notre nation soviétique.

GR

Malheureusement, il ne se passe pas un jour sans que les hommes politiques et les représentants militaires américains ne menacent du déclenchement d'une attaque nucléaire d'envergure contre tout opposant aux idées impérialistes.

On ne peut que constater aujourd'hui que les États-Unis d'Amérique s'efforcent d'interdire aux autres pays de commercer avec Cuba, d'utiliser les navires battants pavillon cubain pour transporter et exporter les marchandises cubaines. Cet embargo contre la nation cubaine met en péril les Cubains dans leur intégrité.

Que se passera-t-il demain si les Américains exigent que soient prises des mesures analogues d'embargo contre d'autres nations dont le régime ne conviendrait pas aux dirigeants et aux milieux d'affaires américains ?

Notre gouvernement soviétique rejette catégoriquement de semblables prétentions d'impérialisme. Les actes insolents de l'impérialisme américain peuvent aboutir à des conséquences catastrophiques pour toute l'humanité, ce que personne ne souhaite parmi cette assemblée réunie.

Cet embargo mis en place m'amène, au nom de la nation soviétique, à réfléchir à la violation de la charte des Nations Unies menée par les États-Unis d'Amérique et aux menaces contre la paix que cette nation profère.

Le peuple soviétique appelle toutes les nations, tous les peuples, à protester contre les actes d'agression des États-Unis d'Amérique à l'égard de Cuba, à condamner résolument les menaces proférées et à y faire obstacle au Conseil de sécurité. Les impérialistes américains souhaitent une guerre nucléaire globale et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour faire échouer ces prétentions.

Les projets agressifs des milieux impérialistes devront faire face à notre volonté de maintenir la paix sur l'ensemble du globe.

Notre gouvernement soviétique exprime sa plus ferme conviction que notre peuple pourra aider au développement de l'île de Cuba, en renforçant son potentiel économique, touristique, tout en l'aidant à se défendre contre tout agresseur potentiel.

Nous prendrons la mesure de la menace à sa juste valeur, en nous préparant à donner une réponse convenable à tout futur agresseur de notre patrie ou de nos amis. »

Valerian Zorine, représentant de l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU.